

ISRAËL-PALESTINE

Palestine : une nouvelle résistance qui enterre les accords d'Oslo

samedi 29 octobre 2022, par [KARAJA Muiz](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2022).

Face aux incursions militaires quotidiennes de l'armée israélienne en Cisjordanie, une riposte armée se fait jour, portée par des jeunes qui ne revendiquent aucune appartenance partisane ou organisationnelle. Elle pourrait redessiner la réalité politique du territoire, face à une Autorité palestinienne à l'agonie.

Sommaire

- [UN VIDE LAISSÉ PAR LA SECONDE](#)
- [L'AGONIE DU SYSTÈME OSLO](#)
- [UNE MENACE POUR LE CENTRE](#)
- [DE JÉNINE À NAPLOUSE](#)

Les médias arabes et israéliens ont été attentifs aux opérations menées par de jeunes Palestiniens contre l'armée israélienne ces dernières semaines en Cisjordanie. De nombreux analystes ont évoqué des transformations rapides et sans précédent sur le terrain, qui pourraient conduire à ce que la presse israélienne appelle une « grande explosion ». Chez les militaires israéliens, on met en garde contre la « fin de la stabilité ». La sous-secrétaire d'État américaine aux affaires du Proche-Orient, Wendy R. Sherman, s'est même réunie avec le conseiller israélien à la sécurité nationale Eyal Hulata, à Washington, ainsi qu'avec des responsables militaires israéliens, pour discuter du problème.

Le changement principal que relèvent toutes ces analyses est l'élargissement de la zone de résistance à l'occupation, en particulier sous sa forme armée, avec le risque d'aboutir à une large mobilisation populaire. La crainte israélienne d'un tel scénario se traduit par le lancement de l'opération militaire « *Break The Wave* » (Casser la vague) début avril 2022. Depuis, pas un jour ne passe sans raids, arrestations et liquidations physiques dans les territoires occupés. Il s'agit là de l'opération israélienne la plus violente et la plus longue depuis « Bouclier défensif » en 2002, au cours de laquelle l'ancien premier ministre Ariel Sharon avait ordonné l'invasion des villes de Cisjordanie et assiégé Yasser Arafat dans son quartier général de Ramallah.

UN VIDE LAISSÉ PAR LA SECONDE INTIFADA

Bien que la Cisjordanie connaisse depuis plus de dix ans de profondes transformations politiques, nationales et économiques, il semble que nous soyons à l'aube d'une nouvelle phase, aux caractéristiques particulières, dont l'explosion attendue pourrait conduire à un changement profond de la réalité politique, contrairement aux explosions précédentes qui s'achevaient vite sans réellement impacter la réalité sur le terrain. C'est peut-être là ce qui a poussé l'armée coloniale, début août 2022, à lancer une attaque contre la bande de Gaza, afin de limiter l'impact de la

résistance de Gaza sur la Cisjordanie. Par conséquent, ce n'est pas tant la question de savoir quand l'explosion se produira qui importe, mais plutôt de comprendre l'étape actuelle et les perspectives de changement qu'elle pourrait apporter.

Les diverses formes de résistance n'ont jamais disparu en Cisjordanie au cours des trois dernières décennies, c'est-à-dire depuis la création de l'Autorité palestinienne (AP) et le début de ce qu'on a appelé « le processus de paix ». La décennie des années 1990 a vu plusieurs soulèvements populaires, comme « le soulèvement du tunnel » [1] ou celui « des prisonniers ». Quant à la résistance armée, elle consistait essentiellement dans les opérations kamikazes du Hamas à l'intérieur d'Israël, jusqu'à l'avènement de la seconde Intifada à laquelle toutes les forces politiques ont participé, y compris le Fatah et les forces de sécurité de l'AP. À la fin de la seconde Intifada, il y a eu une accalmie de plusieurs années, mais les soulèvements et les mouvements populaires ont repris de plus belle après l'année 2011, avec cette fois des [opérations armées individuelles](#) qu'Israël a baptisées « les opérations des loups solitaires ». L'année 2014 a été le tournant le plus important dans ces luttes, jusqu'à l'émergence de cette forme de résistance actuelle, concentrée à Jénine et à Naplouse, mais qui s'étend progressivement à d'autres régions de Cisjordanie.

Ces « opérations individuelles » sont venues combler le vide laissé sur le terrain par la seconde Intifada. Les partis politiques en sont sortis affaiblis, d'importants dirigeants politiques et de militants de terrain ont été assassinés. La division politique a accentué l'absence du Hamas en Cisjordanie, tandis que les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, bras militaire du Fatah, ont été démantelées. Tout cela est venu s'ajouter aux circonstances politiques, économiques et sécuritaires qui ont suivi l'Intifada et [la mort de Yasser Arafat en 2004](#). Il n'était donc pas surprenant que la Cisjordanie entre dans une phase de « sommeil » et de « stabilité ». Mais il était tout aussi naturel que l'occupation finisse par imposer la nécessité d'un retour à la résistance. C'est ainsi qu'est apparue progressivement cette forme de résistance individuelle et non partisane, aux côtés de mobilisation populaires et de jeunesse, comme l'expression de l'absence de cadres organisationnels. La rue a assumé la tâche de se défendre par elle-même. Ce contexte explique que la résistance en Cisjordanie soit « transpartisane » selon l'expression de certains médias.

L'AGONIE DU SYSTÈME OSLO

Ainsi, la résistance ne s'est jamais réellement arrêtée en Cisjordanie. Le facteur nouveau n'est pas tant la recrudescence de l'acte de résistance en soi, mais ses circonstances objectives, c'est-à-dire le système politique palestinien existant, et la situation politique générale. C'est cette situation qui donne à l'étape actuelle et à l'acte de résistance un potentiel pour opérer un changement fondamental face à une situation politique vieille de 30 ans qui pèse lourdement sur la vie des Palestiniens. Et c'est précisément cela qui inquiète le plus à la fois Israël et l'AP.

Le système palestinien qui est né il y a 30 ans jouissait de nombreux points forts. Par système nous entendons ici non seulement l'AP, mais également les infrastructures institutionnelles, nationales, civiles, ainsi que l'environnement culturel qui les a accompagnées et en a résulté, et qui était régi par les conditions du processus de paix, [des accords d'Oslo](#) et du discours d'État. Ce système bénéficiait d'un soutien gouvernemental et civil international illimité, et d'un soutien arabe officiel. Même à l'intérieur, de larges pans de la population étaient convaincus qu'il pouvait répondre à leurs aspirations, que ce soit en termes de droits nationaux ou de moyens de subsistance, ou du moins leur permettait-il une marge d'espoir.

Dans ce contexte, la résistance et les soulèvements populaires intervenaient à l'ombre du vaste processus de construction d'une nouvelle étape dans la vie du peuple palestinien. Ils apparaissaient

comme des actions marginales et limitées, n'ayant aucune incidence sur le centre qui continuait de dominer. Ce contexte a réduit la Cisjordanie à l'image d'un espace soumis, identifiable au projet politique officiel et qui en était largement affecté, surtout après la division qui a eu lieu avec la bande de Gaza.

Côté israélien, la résistance ne constituait pas une menace sérieuse, non pas à cause de sa faiblesse, mais bien à cause de la puissance du système, de sa stabilité interne et du pouvoir matériel et culturel dont il bénéficiait. En d'autres termes, ce sont les circonstances objectives qui donnaient une telle image de la résistance.

La seconde Intifada et le meurtre de Yasser Arafat ont provoqué un effondrement complet de ce système. Ce soulèvement a brisé le consensus qu'ont mis en place les accords d'Oslo, tandis que la mort d'Arafat signifiait la disparition du pilier de ce projet politique, celui d'un État palestinien. Or, devant un tel échec, la réponse d'Israël a été d'envahir à nouveau les villes de Cisjordanie, avec un consensus international. Il s'est débarrassé d'Arafat, persuadé d'être en mesure de maintenir la même situation qui a prévalu au lendemain d'Oslo, au prix de quelques ajustements. C'est ce qui s'est passé en effet, puisque les règles n'ont pas changé, et que la même scène politique a été reproduite pour continuer dans la même voie, y compris avec la réinstallation de l'AP après qu'elle a été physiquement et moralement détruite.

Malgré l'importance centrale du facteur international et israélien dans le maintien de la scène politique palestinienne telle qu'elle a été depuis Oslo, le plus important demeure, à notre avis, le facteur local et interne lié au contexte politique et social. Tout au long de ces 30 dernières années, l'AP a pu se créer une légitimité pour justifier son existence. Fort de son parcours personnel, de son charisme et d'une grande confiance en lui-même, Yasser Arafat a su donner un caractère national à tout ce qui se construisait. Il a toujours su, par son discours, sa politique et la nature de ses actions avec les différentes composantes de la société et de la scène politique, renforcer cette conviction et ce sentiment chez la population, pour en faire le nid de son projet politique. Parallèlement, et jusqu'à dernièrement, le Fatah — qui est à la fois le cœur et la direction de ce système — a su rester fort, cohésif, présent dans la rue, capable de la pénétrer et de la contenir par de nombreux moyens, à tel point qu'il a été capable de surmonter l'absence de son fondateur.

À une échelle plus large, des pans entiers de la société, représentés par ses forces culturelles et ses institutions nationales et civiles, parlaient de développement, de renforcement des institutions, de démocratie et d'autres concepts liés à l'idée même d'« État ». Ce discours a incarné le prolongement moral de l'autorité et une justification implicite de son existence, ainsi qu'une normalisation dans la conscience collective avec la nouvelle étape dans laquelle la question palestinienne nationale est entrée depuis Oslo. Ce discours a également su, jusqu'à récemment, leurrer et attirer une large frange de la jeune génération. Cette même génération qui suscite aujourd'hui des craintes, car non seulement elle s'engage à nouveau dans une forme de résistance en Cisjordanie, mais elle restaure pour le remodeler le discours de libération nationale, en opposition au discours de l'État.

UNE MENACE POUR LE CENTRE

Les transformations profondes qui ont eu lieu durant la dernière décennie ont fait perdre au système en place — et à l'AP qui en est le cœur — les éléments de pouvoir dont il avait toujours joui, et il n'est pas rare aujourd'hui d'entendre les médias et les analystes évoquer la « faiblesse de l'AP ». Mais parler de « faiblesse » ne rend pas fidèlement compte de la réalité. Nous avons atteint ce qu'on pourrait plutôt appeler la fin de l'utilité du pouvoir, un pouvoir qui n'a plus ni légitimité ni

raison d'être.

Sur le plan politique, la solution à deux États qui était jusque-là sa première justification n'existe plus sur le terrain, en raison des politiques israéliennes de colonisation, d'acquisition des terres et de leur réaménagement, que ce soit par les routes de contournement, le mur de séparation ou les barrages militaires, tout cela afin de servir l'existence d'un État colonial qui jouit d'une continuité géographique jusqu'au point le plus éloigné de la Cisjordanie.

Deuxièmement, la raison d'être de l'AP est également dépassée dans le discours politique international. Ainsi, en juillet 2022, le président américain Joe Biden visite Bethléem au lieu du quartier général de la présidence palestinienne à Ramallah, et il évoque une « aide humanitaire » au lieu de parler politique, et surtout il refuse de parler de l'engagement des États-Unis dans une solution à deux États, entérinant ainsi la politique de son prédécesseur Donald Trump. C'est aussi la raison pour laquelle les négociations internationales, les conférences, le Quartet [2] les navettes de « l'envoyé spécial pour le processus de paix », les conférences des donateurs et les plans de « construction des institutions de l'État » et de « développement » ont également déserté la scène politique. Tout cela est venu grossir les archives d'une institution qui n'a pas réussi à réaliser son projet politique. Ainsi, on comprend mieux « [l'accord du siècle](#) » venu annoncer implicitement la fin de la « solution à deux États », et emprunter une voie de substitution dans laquelle les « solutions politiques » n'ont pas leur place.

Cela ne signifie pas que la communauté internationale ou qu'Israël ont abandonné l'AP en tant qu'institution ou qu'ils n'ont plus besoin d'elle, mais plutôt qu'ils estiment que l'autorité a une nouvelle identité qui n'a rien à voir avec celle de sa création, puisqu'elle a abandonné son projet politique et s'est transformée en une institution qui se contente de gérer les affaires courantes des gens, avec pour seule véritable obligation d'« assurer la sécurité ». Il semble d'ailleurs que l'AP elle-même soit consciente de ce changement d'identité et agisse en conséquence. Fuyant l'échec du « projet politique », elle s'est réfugiée dans une autre « bataille », celle de rejoindre l'ONU et les institutions internationales, tentant ainsi de trouver une justification à son existence.

En réalité, la fin de l'utilité politique du pouvoir a commencé avec la seconde Intifada, qui annonçait l'échec de la solution politique. Par conséquent, la phase politique qui l'a suivie a été noyée par le discours d'utilité économique, et la phase de la « *fayyadiya* » [3]. Or il semble bien que même cette utilité économique n'est plus de mise, puisque le principal motif des mobilisations, des grèves syndicales et des protestations continues contre l'AP est économique. Les dernières années ont en effet creusé un écart de classes et l'injustice sociale qui ont instauré une confrontation permanente entre l'autorité et la rue. Dépourvue de ses éléments de force traditionnelle et en l'absence de tout discours capable de toucher la rue et de la contenir, l'AP a de plus en plus recours à des solutions sécuritaires, portant atteinte à leur vie et à leurs droits d'une manière inédite, comme en témoignent les rapports de plusieurs institutions internationales. Nous voici donc dans un cercle vicieux où la corruption et la répression alimentent le rejet et la protestation, et vice versa. Toute forme de stabilité a disparu, et l'expansion de la résistance sous ses diverses formes menace tout le paysage politique existant. Ainsi, la résistance n'est plus un acte qui s'exerce en marge, mais devient une menace pour le centre.

DE JÉNINE À NAPLOUSE

C'est dans ce contexte épineux qu'il faut comprendre la relation entre le centre et la périphérie. La recristallisation de la résistance en Cisjordanie et son développement entre les mains d'une nouvelle génération de jeunes, à l'ombre d'un système politique faible et dépourvu de base populaire, signifie

nécessairement que toute confrontation avec l'occupation aura des répercussions directes sur l'ensemble de la situation interne palestinienne. C'est en cela que ce qui se passe aujourd'hui diffère de toutes les formes de résistance qui ont eu lieu au cours des dernières décennies. Car il n'y a plus de centre politique capable de contenir l'affrontement, ni même de l'exploiter, comme c'était parfois le cas, de même qu'il n'y a plus d'alternative politique qui pourrait mettre fin à la résistance. En d'autres termes, la résistance à l'occupation tourne désormais dans un vide politique. Elle n'est donc plus un pur acte de résistance, mais devient désormais une alternative en soi. La marge pourrait ainsi devenir le centre.

Cette évolution se manifeste dans la nature de la résistance qui se concentre à Jénine et à Naplouse. Elle commence à former une entité nationale supra-partisane, avec ses propres jeunes leaders et ses propres figures symboliques, qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Certains de ces jeunes leaders appartiennent à des familles dont des membres occupent des postes de responsabilité dans les services de sécurité de l'AP, ce qui prouve bien à quel point ce phénomène de lutte est indépendant du système officiel et de tout ce qui a eu lieu jusque-là. Cette nouvelle forme de résistance commence à avoir une base populaire, ce qui en fait une menace pour le système politique en place. Celui-ci n'acceptera pas la présence d'une alternative qui risque de l'évincer dans la rue. Dès lors, cette équation entre un phénomène militant qui s'étend et un système politique qui se replie sur lui-même peut conduire à un affrontement, comme en témoignent les derniers événements à Naplouse [4].

L'Autorité sortira perdante d'un tel affrontement, pas tant sur le plan matériel que sur le plan moral, surtout avec une base populaire qui la rejette, et face à des mouvements syndicaux et populaires toujours mobilisés. Le pouvoir ne pourra en aucun cas assumer les risques d'un affrontement avec cette nouvelle génération. En même temps, il ne peut pas rester les bras croisés. C'est en cela que la résistance qui opère en Cisjordanie a une importance particulière, différente de celle de la bande de Gaza, car elle est la plus susceptible d'avoir un réel impact sur la réalité politique.

Ainsi, la société palestinienne vit-elle une phase de transition, entre la désintégration d'un système hégémonique et une tentative de construire quelque chose de nouveau. Si la période actuelle semble chaotique, c'est parce qu'elle est régie par un ordre qui lui est particulier. D'une certaine manière, ce moment rappelle les années qui ont immédiatement suivi la Nakba de 1947-1949, lorsque la population a laissé derrière elle des partis, des forces sociales et des structures économiques qui s'étaient désintégrés, et que le vide devant elle attendait d'être rempli. Le processus de construction qui suit la fin d'une étape ne se fait pas nécessairement avec une conscience préalable de ce qui va advenir, ou avec le concours de forces sociales et politiques existantes et efficaces ; il peut être le résultat d'une pratique quotidienne sur le terrain. Une autre manière de faire de la politique, de bas en haut.

Par conséquent, chaque mouvement, chaque activité et chaque protestation sur le terrain fait partie d'un lent processus de formation des nouvelles forces sociales et politiques, et de la cristallisation d'un nouveau discours politique. Il n'est plus possible d'analyser la grève des avocats et les mouvements syndicaux avec la même grille de lecture adoptée pour la grève des enseignants dans les années 1990. De même, on ne peut pas appréhender l'élargissement du combat de libération durant ces dix dernières années, qu'il s'agisse de la Bataille des portes d'Al-Aqsa ou de la résistance à Jénine, comme on appréhendait la seconde Intifada et les soulèvements précédents. L'hégémonie du projet politique représenté par l'AP et l'ensemble du système existant faisait toute la différence. Chaque action s'inscrivait à l'époque, d'une manière ou d'une autre, dans le cadre de ce projet, et l'ombre de l'État planait sur la réalité politique globale. Aujourd'hui, la rue palestinienne a dépassé ce projet, ses institutions et son discours.

Muiz Karaja

P.-S.

- ORIENT XXI. 27 SEPTEMBRE 2022 :

<https://orientxxi.info/magazine/palestine-une-nouvelle-resistance-qui-enterre-les-accords-d-oslo,5893>

- *Les articles de Muiz Karaja dans Orient XXI :*

<https://orientxxi.info/fr/auteur1161.html>

SOUTENEZ ORIENT XXI

Orient XXI est un média gratuit et sans publicité.

Vous pouvez nous soutenir en faisant [un don défiscalisé](#).

Notes

[1] Soulèvement qui a eu lieu en septembre 1996 après que les autorités israéliennes ont autorisé le creusement d'un tunnel sous la mosquée Al-Aqsa, menaçant ainsi plusieurs bâtiments historiques palestiniens, note de la traductrice.

[2] Le Quartet pour le Moyen-Orient est un groupe formé par les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU, il est chargé du rôle de médiateur dans le « processus de paix israélo-palestinien », notamment à travers son envoyé spécial, note de la traductrice.

[3] NDLT. En référence à l'ancien premier ministre palestinien Salam Fayyad qui a démissionné en 2013.

[4] NDLT. Des affrontements ont eu lieu à Naplouse les 20 et 21 septembre 2022 entre des groupes armés et les forces de l'ordre palestinienne.